

Les agriculteurs, que prétendent défendre le gouvernement progressiste conservateur et les députés créditistes, paieront plus cher l'essence pour leur machinerie agricole, plus cher pour faire transporter leurs denrées aux marchés et aux consommateurs. Toutes ces choses dont les fermiers ont besoin seront augmentées à cause du budget. Pour un agriculteur moyen, ces mesures peuvent coûter dans un an de \$500 à \$800. Ce budget a été présenté par un gouvernement progressiste conservateur qui se prétend l'ami des agriculteurs. Le gouvernement progressiste conservateur est appuyé depuis six mois par les créditistes du Québec qui eux aussi prétendent être les amis des agriculteurs. Les agriculteurs du Canada vont se souvenir de ce gouvernement progressiste conservateur. Les agriculteurs du Québec se souviendront des créditistes qui ont permis à ce gouvernement de présenter ce budget, lors des prochaines élections, et nous espérons qu'elles seront déclenchées bientôt, monsieur l'Orateur, même si cela comporte une campagne électorale en plein hiver. Les agriculteurs se souviendront des créditistes et des progressistes conservateurs.

On pourra élaborer sur la petite et la moyenne entreprises et l'instabilité créée par ce gouvernement à leur égard depuis les six derniers mois, mais dans leur cas comme dans celui des autres personnes, des personnes âgées, des chômeurs, des pensionnés, des hommes d'affaires, les mêmes mesures d'augmentation de coûts de transport, et à tous les niveaux, vont les pénaliser, monsieur l'Orateur. Ces gens-là vont s'en souvenir aussi aux prochaines élections.

Tel que souligné par mon collègue de Broadview-Greenwood (M. Rae), j'espère que les créditistes cesseront d'appuyer ce gouvernement progressiste conservateur, comme ils l'ont fait depuis les six derniers mois, et qu'ils participeront avec nous pendant les prochaines semaines à les défaire, non pas seulement ici à la Chambre, mais dans leurs circonscriptions.

Je fais appel aussi au chef créditiste pour qu'il se rappelle de son passé comme grand défenseur de la responsabilité des provinces. Ce même chef créditiste qui prétendait que le gouvernement fédéral faisait trop d'ingérence dans les politiques provinciales, bien qu'il se rappelle aujourd'hui même que plusieurs premiers ministres des provinces, celui de l'Alberta, et même le ministre des Finances du Québec, ont dit à ce gouvernement progressiste conservateur que la taxe d'accise est une ingérence dans le domaine provincial. J'espère que le chef créditiste se rappellera de cela lorsque viendra le temps de voter pour ce budget et pour les motions de non confiance.

J'espère que tourmenté par son appui au parti progressiste conservateur du très honorable premier ministre (M. Clark), et tourmenté par son appui au parti québécois, pour une fois il défendra les intérêts des Québécois et qu'il cessera, comme il le fait depuis les six derniers mois, d'appuyer ce gouvernement progressiste conservateur.

En ce qui regarde le chômage, regardons la performance de l'actuel gouvernement. Cela pendant maintenant six mois qu'ils sont au pouvoir, six mois de promesses qui sont toujours remises, qui n'ont été changées que pour être diminuées, six mois pendant lesquels on s'est fait dire qu'on a étudié le problème, six mois pendant lesquels on dit que l'on consulte les provinces. C'est bien beau tout cela, monsieur l'Orateur, mais nous devons maintenant commencer à agir. C'est de l'irrespons-

sabilité de la part du gouvernement actuel d'attendre décembre pour annoncer les programmes d'emplois, pour l'automne, l'hiver et le printemps. Nous attendons toujours, car le ministre, dans le budget d'hier soir, n'a parlé que pendant 30 secondes de ce problème.

J'espère que l'honorable ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Atkey) profitera de son discours pour annoncer des mesures concrètes en ce qui regarde la création d'emplois. La seule chose qu'on a réussi à faire, c'est de réduire les programmes Canada au travail, geler les fonds des programmes de formation de main-d'œuvre, créer une instabilité économique qui pénalise largement les jeunes, ceux qui dans le passé ont été encouragés par le gouvernement libéral précédent à présenter des projets pour leur collectivité, ce qui en même temps leur donnait l'occasion d'acquérir de l'expérience et de gagner un peu d'argent.

Les jeunes dès le mois de juin dernier se faisaient dire partout dans le Canada que malheureusement il n'y aurait pas d'emploi pour eux dans la Fonction publique, étant donné que le président du Conseil du Trésor (M. Stevens) avait décidé de cesser d'offrir des emplois qui visaient plus particulièrement les jeunes, les femmes et les francophones. Ces mêmes jeunes, monsieur l'Orateur, même s'ils sont diplômés d'un collège ou d'une université depuis les six derniers mois, n'ont pas l'occasion de faire carrière dans la Fonction publique, parce que les mesures draconiennes du parti progressiste conservateur sont basées sur un dogme progressiste conservateur qui ne répond pas du tout aux politiques de l'année 1979...

Ces mêmes jeunes ne peuvent pas non plus espérer avoir un emploi sur le marché du travail, comme on peut le constater par les statistiques du mois dernier. Les deux tiers des nouveaux chômeurs du mois d'octobre étaient des jeunes de moins de 25 ans, et seulement un tiers des nouveaux travailleurs étaient des jeunes; il existe donc un écart qui ne va qu'en s'accroissant; il a progressé de 25,000 chez les hommes de 15 à 24 ans, de 18,000 chez les femmes de 25 ans ou plus et de 4,000 chez celles de 15 à 24 ans, ce qui représente 22,000 chômeurs de plus qui ont été réduits au chômage par ce gouvernement conservateur, ce qui reflète moins du tiers des nouveaux emplois pour ces jeunes.

Nous constatons que ceci est la première hausse du taux de chômage en plus d'un an, et c'est là que l'on peut mesurer la différence entre les programmes du gouvernement précédent et ceux du nouveau gouvernement. Toujours à propos de ce nouveau gouvernement, monsieur l'Orateur, il est bon de signaler leur mépris vis-à-vis de la Chambre. Les agissements du ministre de l'Emploi et de l'Immigration en sont un exemple. Le mois dernier, le député de Blainville-Deux-Montagnes (M. Fox), le député de Manicouagan (M. Maltais) et moi-même demandions au premier ministre et au ministre de l'Emploi et de l'Immigration de nous donner les détails sur la création d'emplois; il nous répondait qu'il n'y aurait pas de détails rendus publics avant la présentation du budget d'hier soir. Je pourrais citer, monsieur l'Orateur, le très honorable premier ministre qui a répondu que si on voulait obtenir des réponses sur le budget, on devait attendre que l'honorable ministre ait fait cette déclaration, que je cite!